

Unité Départementale Hérault
520, Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 25/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST (CMGO)

Devois de la Vernède
34190 Brissac

Références : UD34/H3/2024/MJ/136
Code AIOT : 0006600930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST (CMGO) implanté Devois de la Vernède CD986 34190 Brissac. L'inspection a été annoncée le 02/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 18 octobre 2024 s'inscrit dans le cadre du programme d'inspection établi pour l'année 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST (CMGO)
- Devois de la Vernède CD986 34190 Brissac
- Code AIOT : 0006600930

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de roche massive est autorisée jusqu'en 2036 par arrêté préfectoral du 20 décembre 2013, modifié par arrêté du 8 juin 2022, pour une capacité maximale de 500 000 t/an. Les matériaux extraits sont concassés et criblés dans les installations autorisées par le même arrêté. Le site est également autorisé à réceptionner des déchets inertes du BTP, pour remblayage ou recyclage.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plans et rapport à transmettre à l'inspection	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 7.3.11.1	Demande d'action corrective	30 jours
3	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 8.1.1	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Admission de déchets inertes	AP Complémentaire du 08/06/2022, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle mené sur les conditions d'admission des déchets inertes extérieurs n'a pas relevé d'irrégularité.

Aucune non-conformité présentant un impact ou un potentiel impact pour l'environnement n'a été constaté lors de cette inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plans et rapport à transmettre à l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 7.3.11.1
Thème(s) : Autre, Rapport annuel
Prescription contrôlée : Article 7.3.11.1 - Rapport annuel Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (vérification de la conformité au présent arrêté, récapitulatif des mesures de protection des ressources en eau, résultats et analyse critique des mesures de retombées de poussières sédimentables dans

l'environnement, élimination des déchets, résultats et analyse critique des mesures de niveaux de bruit et des vibrations, point sur l'avancement des travaux programmés, plan d'exploitation et de remise en état actualisé, le rapport du bureau d'étude paysagiste...) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.
<p>Constats :</p> <p>Ce rapport n'a pas été régulièrement transmis à l'inspection de l'environnement depuis plusieurs années.</p> <p>Certaines des informations visées dans cet article sont cependant transmises à l'inspection de l'environnement et d'autres tenues à sa disposition.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection de l'environnement le rapport annuel dont le contenu est précisé à l'article 7.3.11.1 de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2013.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Admission de déchets inertes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2022, article 3
Thème(s) : Autre, Réception de déchets inertes extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3 - Admission des déchets inertes</p> <p>3.1. Déchets admissibles et déchets interdits</p> <p>Les seuls matériaux admissibles sont les déchets inertes, notamment ceux issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics ou d'unités de fabrication (béton, parpaings, ...), dans les conditions fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517.</p> <p>L'établissement ne peut ni admettre ni stocker :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; - des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; - des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ; - des déchets non-pelletables ; - des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ; - des déchets radioactifs. <p>Est également interdite la réception des déchets suivants :</p>

- déchets inertes en mélange avec des déchets non inertes ;
- enrobés bitumineux ;
- déchets majoritairement composés de plâtres

Les articles 3.1 à 3.5 du présent arrêté préfectoral complémentaire détaillent les conditions d'admission de ces déchets.

L'application correcte des dispositions contenues dans ces articles a fait l'objet d'un contrôle par sondage diligenté par l'inspection de l'environnement.

Constats :

Le contrôle a porté sur les entrées de déchets inertes survenues sur la carrière le 17 octobre 2024 et ayant fait l'objet de la Déclaration préalable (DP) référencée DP24020016C établie pour le chantier COLAS situé au 11-13, Avenue de la Bordelaise à FRONTIGNAN.

Ce contrôle n'a pas donné lieu à des constats d'irrégularités au droit des prescriptions contenues dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Aucune demande n'a été formulée à l'exploitant à l'issue de ce contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 8.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Article 8.1.1 - Prélèvement et consommation d'eau

Les besoins en eau du site sont limités à l'arrosage des pistes, des aires de circulation et des installations de traitement de matériaux pour permettre l'abattage des poussières. Les eaux nécessaires à ces opérations proviennent de deux cuves "tampon", l'une de 30 m3 implantée à proximité des bureaux et l'autre de 360 m3 située à l'entrée de la carrière.

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations.

Constats :

Les cuves de 30 et 360 m3 sont alimentées par un forage situé derrière le bâtiment abritant l'atelier de réparation et d'entretien des engins de chantier.

L'exploitant n'a pu justifier de la déclaration préalable prévue à l'article L.411-1 du Code Minier pour ce type d'ouvrage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de déclarer à l'autorité administrative compétente le forage implanté sur son site selon les dispositions de l'article L.411-1 du Code Minier, ou de justifier de la réalisation effective de cette déclaration.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours